

*sur-Saône*. Caisse de secours; suspension des allocations au pensionnaire revenu à un état de santé lui permettant d'exercer une profession (*affaire REVERET contre CAISSE DE SECOURS DES MINES DE BLANZY*); VIII, 273.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 28 novembre 1889. Mines; dommages causés à la voie d'un chemin de fer concédé postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1856 (*affaire SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER DE SAINT-ETIENNE contre SOCIÉTÉ DES HOULLÈRES DE LA PETITE-RICAMARIE*); X, 44.

— 6 janvier 1890. *Saint-Étienne*. Caisse de secours; allocations (*affaire CROZET contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT*); IX, 513.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORREC-

TIONNEL de VILLEFRANCHE (Aveyron), du 28 mars 1890. Mines; accident; responsabilité des ingénieurs de la Compagnie exploitante (*affaire P..., V..., H...*); X, 344.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Villefranche* (Aveyron), du 29 mars 1890. Mines; accident; responsabilité des ingénieurs de la Compagnie exploitante (*affaire B...*); X, 341.

— 31 octobre 1890. *Saint-Etienne*. Grève; atteinte à la liberté du travail; IX, 517.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 12 février 1891. Mines; occupations de terrains; application des articles 11 et 43 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 (*affaire COMPAGNIE DES MINES DE COURRIÈRES contre DARLEUX ET CONSORTS*); X, 408.

#### IV. — Documents divers.

RAPPORT, du 20 mars 1882, de M. *Daubrée*, président de la Commission du grisou; I, 149. = RAPPORT de MM. *Mallard* et *Le Chatelier* sur les travaux de la commission du grisou; I, 153.

ARRÊTÉ royal, du 24 avril 1884, portant nouvelle réglementation pour l'exploitation des mines en Belgique; III, 63. Instruction annexe; III, 79.

RAPPORT présenté, le 13 novembre 1884, au ministre de la marine et des colonies, par la commission des mines de l'Annam et du Tonkin; III, 418.

Projet de règlement; III, 433.

RAPPORTS de la commission de statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur, au ministre des travaux publics; statistique afférente aux années 1885, VI, 24; 1886, VII, 236; 1887, VIII, 85; 1888, IX, 13; 1889, X, 36; 1890, X, 387.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889. — Récompenses accordées aux exposants (extrait concernant les services et établissements ressortissant au ministère des travaux publics, Division des mines); VIII, 386.

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS, DÉCRETS ET AUTRES ACTES ADMINISTRATIFS ET DE JURISPRUDENCE

RELATIFS

AUX MINES, CARRIÈRES, CHEMINS DE FER, ETC.

CONTENUS DANS LA 8<sup>e</sup> SÉRIE

DES

## ANNALES DES MINES

### AVIS

Le signe — évite la répétition du ou des mots placés en tête de chaque article.  
Le signe = sépare les divers actes compris dans un même article.  
Les chiffres romains indiquent le tome, et les chiffres arabe la page.

### A

ABADIE (dames). Voir MES-LOULA (*Concession de*).

ABLON (Calvados). Voir DYNAMITE.

ACCIDENTS. Circulaire, du 23 avril 1882, relative à l'application des articles 11 et 43 du

décret du 3 janvier 1813, en ce qui concerne les — survenus à l'extérieur des mines; I, 145. = Circulaire, du 19 juillet 1882, relative aux avis à donner, par les parquets, aux ingénieurs des mines en ce qui concerne les motifs de classement sans suite des procès-verbaux d' — de mines

ACCIDENTS (*suite*) :  
ou de carrières et de contraven-  
tions; I, 229. = Circulaire, du  
31 janvier 1883, portant envoi  
d'une instruction relative aux  
soins à donner aux ouvriers mi-  
neurs en cas d' —; II, 66. =  
Circulaire, du 30 avril 1883, re-  
lative à la constatation des —  
dans les mines; II, 249. Voir  
CAISSES D'ASSURANCES.

ADAMS (Gard). Décret, du  
9 juin 1882, autorisant la *Société  
anonyme des mines de zinc de la  
Vieille-Montagne* à réunir la  
concession des mines de pyrite  
de fer des — à celle de même  
nature de *Cendras* (Gard); I,  
199.

ADJUDICATIONS (ET MARCHÉS).  
Circulaire, du 7 novembre 1882,  
relative à la publicité à donner  
aux — de travaux publics (*Travaux  
métalliques; communication  
des pièces des projets*); I, 320. =  
Décret, du 18 novembre 1882, re-  
latif aux — et aux marchés passés  
au nom de l'Etat; I, 296. = Cir-  
culaire, du 21 novembre 1882, re-  
lative à la passation des marchés  
de gré à gré; I, 327. = Circulaire,  
du 5 janvier 1883, relative aux  
devis et cahiers des charges con-  
cernant les — de matériel fixe de  
chemins de fer construits par  
l'Etat; II, 57. = Circulaire, du  
27 mars 1883, portant envoi du  
décret du 18 novembre 1882,  
modifiant, en ce qui concerne  
les —, le règlement de comp-  
tabilité publique du 31 mai 1862;  
II, 234. = Circulaire, du 10 dé-  
cembre 1883, relative à l'insertion  
des avis d' — dans les jour-  
naux de Paris; II, 428. = Cir-  
culaire, du 7 avril 1884, relative à  
l'approbation par les préfets,  
des — de travaux de faible im-  
portance; III, 59. = Circulaire,  
du 26 mars 1885, relative à l'inu-  
tilité de la publicité pour les —

restreintes; IV, 100. = Circulaire,  
du 1<sup>er</sup> mars 1887, relative au re-  
couvrement des droits d'enregis-  
trement supplémentaires s'ap-  
pliquant aux augmentations sur-  
venues, en cours d'exécution,  
sur le montant des fournitures  
et travaux; VI, 151. = Circulaire,  
du 4 décembre 1888, relative aux  
insertions au *Journal officiel* des  
avis d' —; VII, 381. = Circulaire,  
du 21 janvier 1889, relative aux  
avis d' —; VIII, 35. = Circulaire,  
du 20 août 1890, relative à l'ad-  
mission des cautionnements en  
immeubles dans les — des tra-  
vaux du service des Ponts et  
Chaussées; IX, 387.

ADMINISTRATION CENTRALE  
DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PU-  
BLICS. Décret du 27 mars 1885,  
portant organisation de l' —;  
IV, 73. = Circulaire, du 28 mars  
1885, relative à l'organisation  
intérieure du ministère des tra-  
vaux publics, résultant du dé-  
cret précédent; IV, 101. = Cir-  
culaire du 6 janvier 1886, rappelant  
une prescription de celle du  
28 mars 1885 (mention, en marge  
des réponses, des services de l' —  
auxquelles elles sont destinées;  
V, 16. = Décret, du 3 septembre  
1888, modifiant le décret du  
27 mars 1885, organisant l' —;  
VII, 289. = Décret, du 18 dé-  
cembre 1889, modifiant le décret  
du 3 septembre 1888, relatif à  
l'organisation de l' —; VIII, 388.  
Voir *infra*, p. 411.

AFFAIRES CONTENTIEUSES. Cir-  
culaire du 13 octobre 1883, re-  
lative à l'instruction des —; II,  
406.

AGNEL (élection du st). Voir  
JURISPRUDENCE (*Délégués à la sé-  
curité des ouvriers mineurs*).

AÏN-BARBAR (Algérie). Voir  
OUARSENIS (*Concession de l'*).

AÏN-BEN-MÉROUAN (Algérie).  
Décret, du 11 juillet 1885, con-  
cédant à la *Société anonyme des  
gîtes de fer de l'Halja Filfila*,  
les mines de fer d' — (département  
de Constantine); IV, 221.

AÏN-MOKRA (Algérie). Voir CA-  
MÉRATA (*Concession de*).

AÏN-SADOUNA (Algérie). Dé-  
cret, du 10 mars 1886, acceptant  
la renonciation de la *Compagnie  
anonyme des forges de Châtillon  
et Commentry* à la concession  
des mines de fer d' — (département  
d'Alger); V, 134.

AÏN-TAYA (Algérie). Voir DYN-  
AMITE.

AIX-LES-BAINS (Savoie). Voir  
EAUX MINÉRALES.

ALAIS (École des maîtres ou-  
vriers mineurs d'). Voir ECOLES.

ALAIS ET DE LA CAMARGUE  
(Compagnie des produits chimi-  
ques d'). Voir DYNAMITE.

ALBAN ET DU FRAYSSE (Con-  
cession d') (Tarn). Décret, du  
26 mai 1885, constituant, par  
voie de fusion des deux conces-  
sions de mines de manganèse  
d'*Alban* et de fer manganésifère  
du *Frayssse*, et avec extension de  
périmètre, la concession des mi-  
nes de fer et de manganèse d' —;  
IV, 199.

ALBERTET PERRET (Affaire).  
Voir JURISPRUDENCE (redevances  
tréfoncières).

ALBI (Tarn). Décret, du 12 oc-  
tobre 1886, portant : 1<sup>o</sup> conces-  
sion à la *Société minière du  
Tarn*, des mines de houille d' —;  
2<sup>o</sup> rejet d'une demande concu-  
rente de la *Société des mines de  
Carmaux* en modification du pé-

rimètre de la concession de *Car-  
maux* (Tarn); V, 273.

ALGÉRIE. Décret, du 13 mai  
1882, conférant au gouverneur  
général de l' —, la faculté de  
disposer de tout ou partie des  
crédits ouverts au budget des  
divers ministères pour les dé-  
penses du gouvernement géné-  
ral; I, 190. = Décret, du 19 mai  
1882, rapportant celui du 26 août  
1881, et déterminant les objets  
sur lesquels le gouverneur gé-  
néral de l' — est autorisé à statuer  
par délégation du ministre des  
travaux publics; I, 191. = Arrêté  
ministériel du 7 juin 1882 ré-  
glant les conditions dans les-  
quelles s'exercera la faculté ac-  
cordée au gouverneur général  
de l' —, de disposer de tout ou  
partie des crédits ouverts au  
budget du ministère des travaux  
publics en vue des dépenses du  
gouvernement général; I, 196.  
= Décret, du 21 août 1882, ren-  
dant applicable en —, la loi du  
27 juillet 1880 sur les mines; I,  
226. = Décret, du 9 octobre 1882,  
déléguant au gouverneur gé-  
néral de l' —, le droit de statuer,  
dans certains cas, sur les de-  
mandes en permis de disposer  
des produits de recherches de  
mines; I, 264. = Loi du 17 juil-  
let 1883, rendant exécutoire en  
—, la loi du 11 juin 1880, sur  
les chemins de fer d'intérêt local  
et les tramways; II, 323. = Cir-  
culaire du 9 octobre 1883, re-  
lative à la gratuité du passage sur  
mer pour les membres des fa-  
milles des fonctionnaires et  
agents envoyés en — ou en  
Corse; II, 405.

ALLARD (S<sup>rs</sup>). Voir DYNAMITE.

AMBOLLAS (Les) (Pyrénées-  
Orientales). Décret, du 22 août  
1887, concédant aux s<sup>rs</sup> *Soumain*

AMBOLLAS (Les) (*suite*) : et *Berque* les mines de manganeses des —; VI, 261.

AMIGUES ET JEANSOULIN (S<sup>rs</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Concessions de mines*).

ANCEAU (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

ANDRÉ (S<sup>r</sup>). Voir CHÂTEAUSUR-CHER (*Commune de*).

ANGLAS (Basses-Pyrénées). Décret, du 30 avril 1886, concédant à la *Société anonyme des mines d'Arre*, les mines de blende et autres minerais connexes d' —; VII, 363. = (Mines d'Arre et d' —). Voir ARRE (*Concession d'*).

ANICHE (Mines d') (Nord). Voir CHEMINS DE FER MINIER; JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

ANNAM (Mines de l' — et du Tonkin). Voir TONKIN.

ANNOEULIN (Nord). Voir MEURCHIN (*Concession de*).

ANTIER (S<sup>r</sup>). Voir DONZENAC (*Commune de*).

ANZIN (Compagnie des mines d') (Nord). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains; Redevance proportionnelle*); DYNAMITE.

APPAREILS A VAPEUR. Circulaire, du 20 décembre 1881, relative à l'instruction, par l'autorité judiciaire, des accidents d' —; I, 17. = Circulaire, du 12 janvier 1882, annonçant l'envoi de jeux de chiffres pour poinçonner les timbres des chaudières; I, 23. = Circulaire, du 7 février 1882, relative à la fourniture aux ingénieurs, par les soins de

l'administration centrale, des formules imprimées de certificats d'épreuves d' —; (appareils placés sur terre); I, 31. Circulaire du 24 février 1882; même objet que la précédente (appareils employés dans l'enceinte des chemins de fer); I, 32. = Décret, du 23 février 1882, portant modification des articles 2 et 3 du décret du 10 mai 1854, relatif aux frais et honoraires dus aux ingénieurs des mines pour épreuves d' —; I, 16. = Circulaire, du 20 mars 1882, portant envoi du décret qui précède; I, 142. = Circulaire, du 20 octobre 1883, relative à l'instruction, par l'autorité judiciaire, des accidents d' —; II, 407. = Circulaire, du 13 février 1884, relative aux chaudières verticales à vapeur; III, 32. = Circulaire, du 31 mars 1885, prescrivant une enquête sur les chaudières chauffées par les flammes perdues de foyers métallurgiques; IV, 102. = Circulaire, du 4 juillet 1885, relative à la surveillance, par les ingénieurs des mines, des — employés dans les établissements militaires; IV, 232. = Circulaire, du 24 juillet 1885, portant envoi de deux brochures relatives aux chaudières chauffées par les flammes perdues de foyers métallurgiques; IV, 233. = Circulaire du 25 février 1886, prescrivant la production d'un bulletin signalétique à l'appui des rapports sur les explosions d' —; V, 24. = Circulaire, du 28 mai 1886, relative aux renseignements à fournir, par les parquets, au sujet du classement sans suite des procès-verbaux d'accidents ou de contraventions en matière d' —; V, 204. = Circulaire, du 8 juin 1886, relative à la surveillance, par les ingénieurs des mines, des — employés dans les services militaires (interprétation de la circulaire du 4 juillet 1885); V, 206. = Décret, du 29 juin 1886, complétant

le décret du 30 avril 1880, relatif aux — placés sur terre V, 199. = Circulaire, du 16 juillet 1886, portant envoi du décret qui précède; V, 252. = Décret, du 22 décembre 1886, prorogeant jusqu'au 31 décembre 1887, le délai accordé par le décret du 29 juin 1886, pour l'adaptation des clapets de retenue exigés par l'article 1<sup>er</sup> dudit décret; V, 312. = Circulaire du 24 décembre 1886, portant envoi du décret qui précède; V, 326. = Circulaire, du 12 février 1887, relative aux indemnités allouées à l'occasion de la surveillance des — installés dans les établissements militaires; VI, 18. = Circulaire, du 23 août 1887, portant envoi d'instructions relatives à l'exécution des épreuves réglementaires; VI, 271. = Circulaire, du 6 septembre 1887, relative à l'application du décret du 29 juin 1886; VI, 317. = Ordonnance du préfet de police, du 3 janvier 1888, concernant le fonctionnement des — sur la voie publique à Paris; VII, 5. = Circulaire, du 19 mai 1888, prescrivant la production d'un bulletin signalétique à l'appui des rapports sur les accidents d' — placés à bord des bateaux; VII, 234. Circulaire, de même date prescrivant la production de ce bulletin en ce qui concerne les — employés dans l'enceinte des chemins de fer; VII, 235. = Circulaire, du 14 août 1888 relative aux conditions à imposer, pour les —, en cas de tolérance d'emplacement; VII, 255. = Circulaire, du 13 novembre 1888, relative à l'application du titre V du décret du 30 avril 1880, à certaines catégories de récipients; VII, 380. = Circulaire, du 8 mars 1890, portant envoi d'instructions concernant les — éprouvés dans un département ou un service autre que celui dans lequel ils doivent fonctionner; IX, 144. = Circu-

laire du 18 juillet 1890, relative à l'envoi, par les soins de l'Administration centrale, des formules imprimées pour les épreuves d' — effectuées dans un département ou un service autre que celui où l'appareil doit fonctionner; IX, 351. = Circulaire, du 11 avril 1891, relative à l'interprétation du décret du 29 juin 1886 (clapets automatiques d'arrêt de vapeur); X, 69. = Circulaire, du 25 mai 1891, portant envoi de formules imprimées et d'une instruction pour la tenue des écritures relatives aux épreuves d' — (registre E. V.); X, 248. = Circulaires annuelles, relatives aux accidents arrivés dans l'emploi des — placés sur terre, à bord des bateaux et dans l'enceinte des chemins de fer: 20 janvier 1883 (année 1882), II, 59 et 60; 24 janvier 1884 (année 1883), III, 28 et 29; 28 janvier 1885 (année 1884), IV, 44 et 45; 25 janvier 1886 (année 1885), V, 49 et 20; 24 janvier 1887 (année 1886), VI, 16 et 17. = Circulaires annuelles relatives aux défauts constatés dans les chaudières visitées par le service des mines: 23 janvier 1883 (année 1882), II, 62; 15 novembre 1884 (année 1884), III, 393; 26 décembre 1885 (année 1885), IV, 312 et 313; 8 janvier 1887 (année 1886), VI, 13 et 14. Voir ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D' —; LOCOMOBILES; JURISPRUDENCE; STATISTIQUE.

APPAY (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

ARBAUX (S<sup>r</sup>). Voir CLERMONT-FERRAND (*Commune de*).

ARC (L') (Bouches-du-Rhône). Voir PRADES-ET-NIEIGLES (*Concession de*).

ARCHAMBAULT ET C<sup>ie</sup>. Voir DYNAMITE.

ARGAUD (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

ARGUT (Société anonyme des ardoisières et mines d'argent d'). Voir DYNAMITE.

ARLÈS-DUFOUR (S<sup>r</sup>). Voir EAUX MINÉRALES.

ARMOIS (Haute-Loire et Puy-de-Dôme). Voir FONDARY, CELLE ET COMBELLE (*Concessions de*).

ARQUES (Les) (Lot). Décret, du 5 décembre 1882, rejetant la demande de la *Société civile française des mines, minières et carrières du Quercy* en concession de mines de fer dans les communes des — et autres; I, 304. = Décret, du 3 décembre 1885, concédant à la *Société nouvelle des houillères et fonderies de l'Aveyron*, les mines de fer des —; IV, 305. = Décret, du 14 mars 1890, acceptant la renonciation de la *Société nouvelle des houillères et fonderies de l'Aveyron*, à la concession des mines de fer des —; IX, 139.

ARRE (Basses-Pyrénées). Décret, du 16 décembre 1891, portant remise de la redevance proportionnelle pour les mines de plomb et de zinc d' — et d'*Anglas* pendant les exercices 1890, 1891 et 1892, X, 378. = (Société des mines d'). Voir ANGLAS (*Concession d'*).

ART-SUR-MEURTHE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 27 février 1889, portant extension de la concession des mines de sel gemme et sources salées d' —; VIII, 28. = (Rejet d'une précédente demande en extension de la concession d' —. Voir HARAU-COURT (*Concession de*).

ASPHALTE (Société générale des mines d'). Voir SEYSSEL, VOLANT-SEYSSEL (*Concessions de*).

ASPRIÈRES (Aveyron). Décret, du 9 juin 1882, rejetant la demande de la Société des mines d' — en concession de mines de cuivre, plomb, zinc, argent et autres métaux connexes dans les communes d' — et de *Bouillac*; I, 199. = Décret, du 8 septembre 1884, concédant au s<sup>r</sup> Philip Bennett Power, les mines de cuivre, zinc, plomb argentifère et autres métaux connexes d' —; III, 293.

ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR :

Décret, du 3 mai 1886, reconnaissant l'Association Lyonnaise des propriétaires d'appareils à vapeur comme établissement d'utilité publique; V, 159.

Décret, du 18 juin 1888, reconnaissant l'Association parisienne des propriétaires d'appareils à vapeur, comme établissement d'utilité publique; VII, 210.

Arrêtés ministériels admettant les — ci-dessous désignées, à bénéficier des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880 :

*Lyonnaise* : 28 mai 1881 (Ardèche); I, 219. = 9 avril 1887 (Allier, Savoie, Haute-Savoie); VI, 143. = 7 mars 1891 (Nièvre); X, 57. = 21 mars 1891 (Puy-de-Dôme); X, 59. = 27 novembre 1891 (Cher, Haute-Loire); X, 377.

*Méridionale* : 17 avril 1886 (Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales); V, 136.

*Nord de la France* : 10 avril 1889 (Meurthe-et-Moselle); VIII, 78.

*Nord-Est* : 23 avril 1884 (Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne); III, 52. = 29 août 1884 (Meuse); VIII, 5.

*Normande* : 17 novembre 1881 (Orne); I, 219. = 4 juillet 1882 (Eure); I, 220.

*Ouest* : 24 décembre 1880 (Loire-Inférieure); I, 219. = 8 mai 1882 (Mayenne, Sarthe, Deux-Sèvres); I, 190. = 28 août 1882 (Vendée); I, 226. = 23 août 1887 (Finistère, Maine-et-Loire); VI, 262. = 9 novembre 1887 (Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine); VI, 383.

*Parisienne* : 8 février 1883 (Loiret); II, 26. = 5 juillet 1886 (Sarthe); V, 239. = 30 août 1889 (Loire-et-Cher); VIII, 240.

*Sud-Est* : 27 avril 1886 (Bouches-du-Rhône); V, 137. = 18 mai 1889 (Vaucluse); VIII, 199. = 14 juin 1889 (Alpes-Maritimes); VIII, 200. = 30 août 1889 (Var); VIII, 240. = 16 novembre 1889 (Gard); VIII, 282.

*Sud-Ouest* : 17 novembre 1881 (Dordogne); I, 219. = 23 janvier 1891 (Haute-Garonne); X, 9.

ASTURIENNE (Compagnie royale — des mines). Voir MENDON (Concession de).

AUBAGNE (Bouches-du-Rhône). Décret, du 24 avril 1884, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Bègue en concession de mines de lignite dans la commune d' —; III, 53. = Décret, du 24 avril 1884, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Bense en concession de mines de lignite dans les communes d' — et de *La Penne*; III, 53. = Décret, du 24 avril 1884, rejetant la demande du s<sup>r</sup> du Mesnil-Réverend en concession de mines de lignite dans les communes d' — et de *Gémenos*; III, 53. = Décret,

du 24 avril 1884, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Kuntzmann en concession de mines de lignite dans les communes d' — et de *Roquevairre*; III, 53. = Voir BAUMONNE (*Concession de La*).

AUBOUÉ (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 11 août 1884, concédant au s<sup>r</sup> Xavier Rogé (agissant tant en son nom qu'en celui de la *Société Haldy, Rœchling et C<sup>ie</sup>*), les mines de fer d' —; III, 261; IV (note de la page 230).

AUBRY, SCHABAVER, DE HULSTER ET COIGNET (S<sup>rs</sup>). Voir BOSSEVILLE (*Concession de*).

AUCHEL (Pas-de-Calais). Voir DYNAMITE.

AUCHY-AUX-BOIS (Pas-de-Calais). Décret, du 4 janvier 1889, portant modification : 1° de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 décembre 1855, institutif de la concession des mines de houille d' —; 2° de l'article 2 du décret du 11 avril 1878 qui a étendu le périmètre de cette concession; VIII, 6. = Décret, du 4 janvier 1889, autorisant la *Société anonyme des mines de houille et fours à coke de Fléchinelle*, à réunir les concessions de mines de houille de *Fléchinelle* et d' —; VIII, 6.

AUDUN-LE-ROMAN (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 19 novembre 1883, rejetant la demande de la *Société anonyme des hauts fourneaux et forges de Denain et d'Anzin*, en concession de mines de fer dans les communes d' — et autres; II, 426.

AUGÉ (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

AUGOT (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

AUPÉE (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

AUTUN (Saône-et-Loire). Voir DYNAMITE.

AUVERGNE (Société civile des mines d'). (*Rejet d'une demande en concession de la —*). Voir BONNAC (*Concession de*).

AUZELLES (Puy-de-Dôme). Décret, du 19 janvier 1886, autorisant la *Société anonyme des mines et fonderies de Pontgibaud*, à réunir la concession des mines de plomb argentifère d'— aux concessions de même nature de *Barbecot*, de *Combes*, de *Roure*, de *Saint-Amand-Rochesavine*, d'*Olliergues* (Puy-de-Dôme) et de *La Brugère* (Puy-de-

Dôme et Haute-Loire); V, 6. Voir DYNAMITE.

AVEYRON (Société nouvelle des houillères et fonderies de l'). Voir ARQUES (*Concession des*); JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

AVOCATS DE L'ADMINISTRATION. Circulaire (aux préfets), du 20 mars 1891, relative à la désignation des avocats chargés de représenter l'Administration, et au règlement de leurs honoraires; X, 66. = Circulaire (aux ingénieurs), du 20 mars 1891 (même objet que la précédente); X, 67.

AVRIL (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-LAURENT-EN-BRIONNAIS (*Concession de*).

## B

BABEUR et consorts. Voir BEAUVAL (*Commune de*).

BAB M'TEURBA (Algérie). Décret, du 20 mai 1887, concédant au s<sup>r</sup> *Jacquand*, les mines de fer et métaux connexes de — (Département d'Oran); VI, 196.

BALMELLES (Lozère). Voir DYNAMITE.

BANCON (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

BARBECOT (Puy-de-Dôme). Voir AUZELLES (*Concession d'*).

BARDON (S<sup>r</sup>). Rejet d'une demande en concession présentée par le s<sup>r</sup> —. Voir BONNAC (*Concession de*).

BARET (Alexandre) ET REVENU. Voir JURISPRUDENCE (*Dommages* [2<sup>e</sup>]).

BARLET (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents; caisses de secours*).

BARROT (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

BARTHES (Les) (Haute-Loire). Voir FONDARY, CELLE et COMBELLE (*Concessions de*).

BATEAUX. Ordonnance du préfet de police, du 26 octobre 1887, concernant la circulation des — munis de propulseurs autres que des appareils à vapeur; VI, 314. = Eclairage des —. Voir NAVIGATION FLUVIALE.

BATEAUX A VAPEUR. Décret, du 9 avril 1883, portant règlement pour les bateaux à vapeur qui naviguent sur fleuves et rivières; II, 209. = Circulaire, du 30 avril 1883, portant envoi du décret qui précède; II, 244. =

Circulaire, du 20 juin 1883, portant envoi d'une instruction pour l'exécution de certaines dispositions du décret du 9 avril 1883 sur la navigation fluviale à vapeur; II, 302. = Circulaire, du 11 août 1883 portant envoi de formules imprimées de procès-verbaux de visite et de permis de navigation de — (navigation fluviale); II, 354. = Circulaire, du 11 janvier 1884, relative à l'évaluation de la puissance des machines motrices des — naviguant sur mer, III, 20. = Circulaire, du 26 juin 1884, relative à la surveillance des chaudières des —; III, 200. = Circulaire, du 13 juin 1885, portant envoi de formules imprimées de procès-verbal de visite annuelle (navigation fluviale); IV, 205. = Circulaire, du 8 mars 1886, interprétant le paragraphe 7 de celle du 10 août 1880 (indication du niveau de l'eau dans les chaudières à bord des — naviguant sur mer, par un tube en verre et trois robinets); V, 140. = Circulaire, du 23 décembre 1886, relative aux avis à fournir par les Chambres de Commerce et les Commissions de surveillance, sur le projet de décret destiné à remplacer l'ordonnance du 17 janvier 1846, concernant la navigation maritime à vapeur; V, 325. = Circulaire, du 5 avril 1887, portant envoi de formules imprimées de procès-verbaux de visite et de permis de navigation pour les — naviguant sur mer; VI, 160. = Circulaire, du 21 février 1888, déléguant aux préfets la faculté d'admettre les dérogations à l'article 20 de l'ordonnance du 17 janvier 1846, sur les — naviguant sur mer (épaisseur des tôles des chaudières supérieure à 15 millimètres); VII, 46. = Décret, du 4 mars 1890, portant fixation de la limite d'application du décret du 9 avril 1883; IX,

135. = Circulaire, du 9 mars 1890, portant envoi du décret qui précède; IX, 151. = Arrêté ministériel du 22 mai 1890, prononçant pour les bateaux de nationalité anglaise, l'équivalence de certaines formalités accomplies en Angleterre, avec celles qui sont exigées par le décret du 9 avril 1883; IX, 164. = Circulaire, du 22 mai 1890, portant envoi de l'arrêté qui précède; IX, 229. Voir COMMISSIONS DE SURVEILLANCE; JURISPRUDENCE (*Appareils et bateaux à vapeur*); NAVIGATION FLUVIALE; NAVIGATION MARITIME; STATISTIQUE.

BATILLY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 23 mai 1887, portant: 1<sup>o</sup> concession à la *Société métallurgique de la Haute-Moselle*, des mines de fer de —; 2<sup>o</sup> rejet de la demande du s<sup>r</sup> *Fould-Dumont* en extension de la concession des mines de fer de *Fleury* (Meurthe-et-Moselle); VI, 197.

BATTAULT, DÉRUTY ET SAVERON. Voir JURISPRUDENCE (*Investissements; dommages* [2<sup>e</sup>]).

BAUMONNE (La) (Bouches-du-Rhône). Décret, du 10 mars 1887, portant: 1<sup>o</sup> concession à la demoiselle *Blanc*, des mines de lignite de la —; 2<sup>o</sup> rejet de la demande concurrente du s<sup>r</sup> *Boyé*, en concession de mines de lignite dans les communes d'*Aubagne* et de *Gémenos* (Bouches-du-Rhône); VI, 127.

BAYONNE (Société civile des sels de). Voir BRISCOU (*Commune de*).

BAYOT (S<sup>r</sup>). Voir SIDI-ACHOUR (Douar de).

BEAUBRUN (Compagnie des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages* [1<sup>o</sup>]; *accidents*).